

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bât A
24016 Périgueux

Périgueux, le 20/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONDAT SAS

23 avenue Georges Haupinot
CS101
24570 Le Lardin-Saint-Lazare

Références : DD/UD24-47/183/2025

Code AIOT : 0005200086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement CONDAT SAS implanté Usine de Condat le Lardin 23, Avenue Georges Haupinot CS101 24570 Le Lardin-Saint-Lazare. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONDAT SAS
- Usine de Condat le Lardin 23, Avenue Georges Haupinot CS101 24570 Le Lardin-Saint-Lazare
- Code AIOT : 0005200086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La papeterie Condat est autorisée par arrêté préfectoral du 12/06/2006.

Composée de deux lignes (n°4 et n°8) destinée à la production de papier couché double face avec l'installation d'une softcalandre et du papier glassine avec l'installation d'une supercalandre.

La machine à papier n°4 a été arrêtée en février 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
2	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
3	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
5	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Sans objet
6	Prescriptions sécheresses – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III	Sans objet
7	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
8	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Sans objet
9	Prescriptions sécheresses	AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3	Sans objet
10	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3	Sans objet
11	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3	Sans objet
12	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3	Sans objet
13	Point de contrôle GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien appréhendé la problématique de la gestion de l'eau en période de sécheresse. Depuis 2018, l'exploitant a diminué les prélèvements d'eau de 55% et étudié des solutions qui lui permet de recycler 88% des eaux de process.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Constats : Le site est alimenté : <ul style="list-style-type: none">• En eau du réseau de distribution publique pour l'usage sanitaire,• En eau superficielle par une station de pompage dans la Vézère pour l'usage industriel. Le site n'effectue pas de prélèvement d'eau de nappe. Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré: <ul style="list-style-type: none">• 2 400 806 m³ dans les eaux superficielles, dans le cours d'eau La Vézère du confluent de l'Elle au confluent de la Dordogne• 18 531 m³ dans le réseau d'adduction d'eau potable Cela représente un volume total de 2 419 337 m ³ /an. L'exploitant est donc soumis au dispositif de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait de certaines activités
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;

<ul style="list-style-type: none"> - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est une papeterie produisant deux types de papiers:</p> <ul style="list-style-type: none"> • papier couché avec une production supérieure à 400 t/j • papier glassine avec une production d'environ 300 t/j. <p>L'exploitant n'exerce pas une des activités listées, il n'est donc pas exempté au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait par réduction ou re-utilisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les quantités annuelles d'eau prélevée et rejetée dans la Vézère et les consommations annuelles d'eau sur la période 2017-2024.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2017 : 5 128 239 m³ prélevés dans la Vézère et 1 070 451 m³ consommés • 2018 : 4 915 581 m³ prélevés dans la Vézère et 1 030 827 m³ consommés • 2019 : 4 000 137 m³ prélevés dans la Vézère et 848 372 m³ consommés • 2020 : 3 442 078 m³ prélevés dans la Vézère et 847 379 m³ consommés • 2021 : 4 598 578 m³ prélevés dans la Vézère et 775 618 m³ consommés • 2022 : 4 759 438 m³ prélevés dans la Vézère et 872 849 m³ consommés • 2023 : 2 190 279 m³ prélevés dans la Vézère et 201 025 m³ consommés • 2024 : 2 373 715 m³ prélevés dans la Vézère et 513 513 m³ consommés <p>Cela représente une réduction de 52 %, non liée à la réduction de l'activité.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a indiqué que l'installation utilise 88 % d'eau recyclée (eaux blanches). Ce taux d'utilisation d'eau recyclée provient de l'étude technico-économique réalisée par IRH,</p>

<p>notamment de la cartographie des consommations des différents équipements de la papèterie (machine à papier, utilités, finitions...).</p> <p>Compte tenu de la baisse de 52% des quantités d'eau prélevées dans la Vézère depuis 2018 et de l'utilisation de 88% d'eau recyclée, l'exploitant est donc exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exemption préfectorale spécifique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas demandé d'exemption au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site; - alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %; - alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %; - crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>L'installation est exclue au titre de l'article 3 (2° et 3°) de l'arrêté ministériel (voir le constat du point de contrôle n°3).</p> <p>L'exploitant n'est par conséquent pas réglementairement tenu d'atteindre les niveaux de réduction de 5 %, 10 % et 25 % correspondant respectivement aux niveaux alerte, alerte renforcée et crise en période de sécheresse.</p>

<p>Le jour de la visite, le secteur d'approvisionnement était placé en "Alerte". L'exploitant a signalé que le personnel avait été sensibilisé à la situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prescriptions sécheresses – délais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Délais d'application des restrictions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est exclue au titre de l'article 3 (2° et 3°) de l'arrêté ministériel (voir le constat du point de contrôle n°4). L'exploitant n'est par conséquent pas réglementairement tenu d'atteindre les niveaux de réduction de 5 %, 10 % et 25 % correspondant respectivement aux niveaux alerte, alerte renforcée et crise en période de sécheresse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Volumes prélevés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté et transmis la procédure qu'il a établi pour la gestion des épisodes de sécheresse (CND-EME-E-01-017 Rev 2). La procédure prévoit notamment, en cas d'alerte renforcée ou de crise, la transmission, via l'outil GIDAF, d'un rapport hebdomadaire des volumes d'eau prélevée et consommée. Elle est assortie d'un mode opératoire pour la saisie dans GIDAF.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Documents inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Documents consultables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées; 2) Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier; 3) Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population; 4) Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2; 5) Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3; 6) La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.
<p>Constats :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) L'exploitant dispose d'un tableur qui recense, jour par jour, les volumes d'eau prélevés et rejeté dans le milieu. L'exploitant a présenté une synthèse des volumes prélevés sur une période de 3 jours avec une donnée enregistrée toutes les minutes. 2) Le tableur permet de calculer le volume de référence mentionné au II de l'article 2 de l'arrêté ministériel. 3) L'exploitant a indiqué qu'il avait besoin de 5 000 m³/j d'eau lors des arrêts afin de préserver les outils de production. 4) Le plan d'urgence sécheresse doit être diffusé, en interne, par chaque responsable, aux personnes de son service susceptibles d'intervenir ou ayant un rôle dans le plan d'actions. 5) L'exploitant a transmis les éléments justifiant la réduction de 55% des volumes d'eau prélevés entre 2018 et 2024. L'étude technico économique justifie le taux de 88% d'eau réutilisées. 6) L'exploitant a indiqué que les réductions constatées sont liées à l'arrêt d'une des deux machines papier, à la recherche d'éventuelle fuite et à l'augmentation des volumes d'eau recyclés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures exceptionnelles dans le tableau article 3 (voir AP), avec comme objectif de réduire les prélèvements d'eau et/ou l'impact des rejets sur le milieu récepteur en fonction des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier l'organisation mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le tableau ci-dessus. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès son entrée en vigueur.
Constats : La procédure "Plan d'Urgence Sécheresse" (CND-EME-E-01-017 Rev2) définit "les actions à mener en période de sécheresse entraînant un risque de restriction de prélèvement d'eau sur le site Condat". Elle comprend notamment la surveillance du niveau d'eau de la Vézère par le conducteur de la station de prélèvement, la consultation du site internet VigiEau, la mise en œuvre des mesures suivant le niveau de gravité (vigilance, alerte renforcée et crise) dot le rapportage hebdomadaire sur GIDAF des prélèvements et consommations (alerte renforcée et crise).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Documents complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan d'économie d'eau
Prescription contrôlée : En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de : - Faire un bilan d'économies d'eau sur les 5 dernières années, transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
Constats : L'exploitant a réalisé un bilan des prélèvements et des rejets entre 2017 et 2024, ainsi que des consommations d'eau sur la même période. Les économies d'eau sont liées à des arrêts de ligne pour travaux, des arrêts de production, à l'arrêt de la ligne 4 et la mise en œuvre de nombreux recyclages et réutilisations d'eaux process (eaux de refroidissement non polluables, eau de refroidissement polluables et eaux blanches) qui représentent environ 88 % de la consommation totale du site .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Documents complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de continuité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer un plan de continuité d'activité, transmis sous 3 mois, afin de définir le besoin en eau minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production. Le plan doit recenser les actions déjà réalisées pour réduire sa consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi et transmis un plan de continuité le 6/01/2025. Ce plan définit un besoin minimum de prélèvement minimum de 5 000 m³/j pour une consommation nette de 600 m³/j afin d'assurer la sécurité du site et des installations de production.</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant propose, comme action temporaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> • en cas d'alerte renforcée de mettre à l'arrêt les bobineuses permettant de réduire la consommation en eau de 400 m³/j au détriment d'une baisse de production; • en cas de crise, l'arrêt complet de la ligne 8 permettra une réduction de la consommation en eau importante puisque la ligne de production 8 représente environ 51,3% de la consommation totale du site. Cet arrêt aura toutefois un impact économique et social pour le site. Deux jours sont nécessaires pour arrêter l'usine et nettoyer les circuits.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Documents complémentaires

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser, sous 1 an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une étude de diagnostic et de réduction des consommations en eau qui liste des solutions de réduction pérennes qui sont en cours d'étude par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Point de contrôle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p> <p>[...]</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a déclaré dans l'application GEREP, les volumes d'eau prélevé et dans le réseau d'eau potable pour les années 2021, 2022, 2023 et 2024.</p> <p>Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré avoir prélevé 2 400 806 m3 d'eau superficielle et 18 531 m3 pour l'eau potable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite